

canadienne parce que, finalement cette querelle, cette poussée indépendantiste ou cette petite crise du ministre des Finances du Québec n'est mûe que par des sentiments de séparatisme et absolument pas par des sentiments de bonne intention en faveur de la population qu'il doit desservir.

Si le gouvernement du Québec veut abolir complètement la taxe de vente sur les vêtements, mais qu'il le fasse. Nous n'avons aucune objection. Au contraire, nous le féliciterons s'il le fait. Justement un de mes collègues me rappelle que c'est lui-même qui, au lendemain de la victoire du parti québécois, dans le premier budget présenté, avait augmenté la taxe sur les vêtements pour enfants et sur les chaussures. Si maintenant il constate que ce n'était pas une bonne mesure d'augmenter cette taxe sur les vêtements et sur les chaussures pour enfants, qu'il l'enlève, et nous le féliciterons de ce geste. Mais qu'il ne le fasse pas avec l'argent du gouvernement canadien et qu'il ne le fasse pas en mettant en danger le libre marché commun que nous avons actuellement dans ce pays et qu'il ne le fasse pas non plus au profit du séparatisme que préconise ce gouvernement du Québec qui, pourtant, n'a pas été élu pour faire l'indépendance du Québec mais pour donner un bon gouvernement à la population. Cette petite crise est provoquée exclusivement par le gouvernement du Québec et par le ministre Parizeau, et ce n'est pas la faute du gouvernement du Canada si nous sommes dans cette situation, c'est la faute exclusive et entière du ministre Parizeau. Cette petite crise, à mon avis, s'estompera au cours des prochaines semaines.

Je me base sur une expérience que nous avons vécue il y a quelques mois. Monsieur l'Orateur, on se souviendra qu'il y a quelques mois, à la suite d'une conférence des ministres de l'Énergie qui regroupait le ministre canadien de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) et les ministres des dix provinces, ceux-ci étaient tombés d'accord pour que les deux paliers de gouvernement, le palier fédéral et le palier provincial fassent des efforts en vue de conserver l'énergie au Canada et entreprennent de présenter aux deux paliers, au niveau fédéral et au niveau provincial, une série de mesures en vue d'aiguiser l'attention, d'éveiller l'attention des gens sur les problèmes de la conservation d'énergie, sur la nécessité pour les Canadiens de constater que l'énergie était quelque chose de précieux que nous ne devons pas gaspiller inutilement au Canada. Or, on se souviendra qu'à la suite de cette conférence fédérale-provinciale où pourtant le ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources et les dix ministres de l'Énergie des provinces étaient tombés d'accord sur une série de mesures au niveau fédéral et au niveau provincial, il y avait eu aussi une petite crise d'identité propre dans la province de Québec au sujet du programme d'isolation des maisons. On se souviendra que le gouvernement du Québec était revenu sur la parole qu'avait donnée à la conférence fédérale-provinciale son ministre de l'Énergie et n'était plus prêt à collaborer avec le gouvernement canadien à la mise en œuvre d'un programme d'isolation thermique des maisons canadiennes dans l'ensemble du pays.

Bien sûr, ce programme, à cause du pas en avant et des deux pas en arrière du gouvernement du Québec, n'a pas été mis en vigueur dans la province de Québec en même temps que dans les autres provinces, suivi en cela, le Québec avait eu un allié un peu spécial dans la province d'Alberta qui avait des problèmes particuliers qu'elle voulait régler avant d'adhérer au plan national de conservation de l'énergie. Or, nous avons eu pen-

Budget—M. Ouellet

dant quelques mois un programme d'isolation thermique des maisons offert par le gouvernement canadien à tous les citoyens de quelque province qu'ils soient au Canada qui a été approuvé rapidement et d'emblée par la quasi-totalité des provinces du pays mais qui a eu une fin de non-recevoir de la part du gouvernement péquiste de Québec qui jugeait que le gouvernement canadien, encore une fois, leur forçait la main dans un domaine qui pourtant était un domaine qu'il qualifiait de fort important. Or, cela a pris quelques semaines, cela a pris de la patience, un désir de s'entendre, un désir d'arriver à des conclusions positives de la part des représentants du gouvernement canadien pour finalement conclure des ententes avec le gouvernement du Québec, afin de permettre à la population du Québec de bénéficier de ce programme au même titre que tous les autres citoyens du Canada.

Or, je crois, monsieur l'Orateur, que la même histoire se reproduira dans le cas de la taxe de vente qui est actuellement un problème épineux au Québec. On verra d'ici quelques semaines que les fonctionnaires envoyés par le ministre des Finances du Québec trouveront une solution en collaboration avec les fonctionnaires du gouvernement canadien en vue de permettre au ministre Parizeau de sauver la face, comme on a pu permettre il y a quelques semaines au ministre de l'Énergie du Québec, M. Joron, de sauver la face parce que son gouvernement avait refusé un programme qui était pourtant essentiel pour tous les Canadiens où qu'ils habitent dans quelque province que ce soit. Je pense qu'il m'apparaît essentiel, à l'occasion de ma participation à ce débat sur le budget, de me référer brièvement à ce que le gouvernement canadien a entrepris comme programmes et comme mesures depuis un certain nombre de mois, je dirais même d'années, afin de doter tous les Canadiens de logements confortables à un prix abordable.

● (1622)

A mon avis, objectivement, on peut reconnaître que les possibilités que possèdent les Canadiens de se loger confortablement à un prix convenable sont plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été auparavant. En 1976, nous avons mis sur le marché par l'entremise d'une série de programmes du gouvernement canadien un nombre fort considérable de nouvelles unités de logements. Nous avons, en fait, produit au Canada quelque 265,000 unités de logements. Ceci représente en fait un nombre fort important de logements qui sont offerts à la population canadienne et qui répondent aux besoins de la plupart des Canadiens. Ce n'est pas une production faite à l'aveuglette, c'est une production de logements qui s'inscrit dans un programme bien précis, lancé il y a quelque deux ans par le gouvernement canadien pour produire au cours des quatre prochaines années un million d'unités de logements nouveaux pour la population canadienne. Et lorsque nous regardons notre performance, nous constatons que présentement nous sommes même au-dessus des objectifs que nous nous étions fixés et que nous atteindrons très certainement, un million de nouveaux logements au Canada.

Évidemment, je ne crois pas qu'un grand nombre de mises en chantier constituent en soi une solution magique à nos problèmes de logements. Il nous faut cependant produire annuellement au Canada plus de logements si nous voulons répondre aux besoins de toute la population, et en particulier, à une catégorie précise de citoyens canadiens, c'est-à-dire aux